



RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST (ROPPA)

CELLULE D'EXECUTION TECHNIQUE

09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tél. : (226) 50 36 08 25 - Fax : (226) 50 36 26 13
E-mail : roppa@roppa-ao.org / cet_roppa@yahoo.fr / roppabf@liptinfor.bf

Atelier d'information et d'échanges sur la fluidification du commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest

Projet de Discours

Juin 2011

- Monsieur le Gouverneur de la région
- Monsieur le Préfet du département ;
- Honorables députés
- Monsieur le maire de la commune urbaine de Gaya
- Monsieur le Chef de canton
- Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions de la République du Niger ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions Inter gouvernementales d'intégration régionale ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions internationales;
- Mesdames et Messieurs les Directeurs des services centraux ;
- Messieurs les Présidents des plateformes nationales membres du ROPPA ;
- Mesdames et Messieurs, acteurs à divers niveaux de la société civile ;
- Honorables invités
- Chers participantes et participants

Avant tout propos, qu'il me soit permis de sacrifier à la bonne vieille tradition africaine des civilités en souhaitant à chacun et à tous la bienvenue dans cette sympathique cité de Gaya. En ma double qualité de président du ROPPA et de président de la Plateforme paysanne du Niger, je tiens à vous dire d'emblée un sincère merci pour avoir répondu à notre appel. Je salue tout particulièrement la présence parmi nous de hautes autorités de l'Etat nigérien ; en l'occurrence Monsieur le Gouverneur de la région.

Cela témoigne à nos yeux de l'intérêt que nos responsables politiques accordent à la question si cruciale du devenir de l'intégration économique dans la sous-région ouest-africaine.

Monsieur le Gouverneur

Honorables invités

Chers participants,

C'est en fait le contraire qui nous aurait étonné ; c'est-à-dire une indifférence vis-à-vis du défi de l'intégration ! Car, l'intégration sous-régionale ne peut plus être aujourd'hui réduite à une simple idéologie, à un simple rêve ; c'est encore moins un effet de mode, ni une option facultative, mais disons-le sans détours : nous sommes en présence d'un impératif de développement face auquel seule une approche convergente et plurisectorielle, seul un dialogue multi-acteurs peut garantir des chances de succès.

Dans une Afrique où les princes sont si jaloux de leur souveraineté, le devoir de partage nous interpelle tout autant que les exigences d'une mondialisation qui ne peut s'accommoder des stratégies sectaires, nationalistes ou autarciques aujourd'hui éculées. La tendance aux quatre coins du monde est aux regroupements et aux grands ensembles et notre région ouest-africaine ne peut y échapper au risque de se mettre en marge de l'histoire et de s'exclure finalement d'une dynamique économique mondiale.

Monsieur le Gouverneur

Honorables invités

Chers participants,

Sous l'emprise combinée d'une certaine accélération des réformes démocratiques en Afrique et des mutations qui s'opèrent dans la gouvernance du marché économique mondial, la décennie 90 a vu l'accélération du processus d'intégration régionale avec la dynamisation de la CEDEAO et la création de l'UEMOA. Ainsi, au cours de la dernière décennie, ces deux institutions ont entrepris de se doter de politiques sectorielles non seulement dans le secteur agricole, mais également dans celui du commerce. Ces politiques commerciales ont consacré une plus grande ouverture du marché de nos pays.

Parallèlement à ce chantier de l'intégration régionale, l'Afrique de l'Ouest se devait de gérer les modalités de son insertion dans l'économie mondiale pour ainsi réduire sa marginalisation croissante dans les échanges commerciaux internationaux. Deux chantiers importants avec des implications sur les activités des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles, furent ouverts dans cette perspective : les négociations à l'OMC et l'Accord de Cotonou adopté en 2000 et qui annonçait déjà les négociations de l'APE entre l'UE et les pays ACP. Très tôt, le ROPPA s'est approprié ces défis et se réjouit notamment d'avoir été soutenu dans cette vision d'intégration régionale sur l'amélioration des performances des acteurs liées aux échanges intra communautaires.

Monsieur le Gouverneur

Honorables invités

Chers participants,

De toute évidence, des avancées ont été enregistrées sur le front du commerce dans la région. Selon les statistiques officielles de la

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le commerce général de la région a connu un bond sensible au cours des vingt dernières années. La valeur globale des transactions commerciales de cette région a été multipliée par 2,3 entre 1986 et 2006. Ces gains ont été possibles grâce à une significative augmentation des exportations dont la valeur a été multipliée par 2,5 et qui pour l'essentiel, sont constituées de produits du crû : hydrocarbures, cacao, café, coton et autres minerais.

Mais, qu'en est-il du volume du commerce intra régional ? Il demeure faible et représente environ 12% de la valeur globale des transactions commerciales de la région, selon les sources les plus optimistes.

Cependant, on assiste à une sensible augmentation des transactions régionales des produits agricoles, même si leur niveau demeure largement en dessous des attentes des populations. Ainsi, selon le rapport d'évaluation du projet MISTOWA¹, la valeur du commerce intra-régional des produits agricoles est passée de plus de 305 millions de dollars US en 2005 à plus de 635 millions de dollars, en 2007. En dépit de cette poussée, on ne peut s'empêcher de constater que ce niveau des échanges intra-communautaires est loin de refléter les potentialités et les possibilités de la région.

En effet, les échanges de produits agricoles représentent moins de 0,02% du PIB agricole de la région ou encore moins 2,4 dollars US de transactions par habitant, en 2007.

Cette contre-performance du marché régional résulte pour une bonne part des entraves persistantes à circulation des personnes et des biens

¹ Réseau régional de systèmes d'information de marché et de commerce agricole en Afrique de l'Ouest

dans notre sous-région et dont les causes sont nombreuses et de plusieurs ordres. Il s'agit notamment des défaillances liées à l'environnement des échanges, caractérisées par les carences des services et des infrastructures de transport et de communication ; de la corruption qui gangrène de nombreuses administrations et qui renchérit les coûts des transactions ; des tracasseries administratives ; du faible niveau de transformation, de valorisation et normalisation des produits agricoles et alimentaires censées faciliter leur circulation dans l'espace communautaire ; du déficit d'information des acteurs, pour ne citer que celles-là.

Mais, nous restons convaincu que dans cette panoplie de causes et de dysfonctionnements, les responsabilités sont partagées ; mieux, chacun s'y reconnaît.

Monsieur le Gouverneur

Honorables invités

Chers participants,

La rencontre que le ROPPA a décidé d'organiser dans notre pays pendant deux jours sur le thème de la « **Fluidification des échanges commerciaux intra-régionaux en Afrique de l'Ouest** » vient à son heure. Cette rencontre vient à son heure sans pour autant être inédite. Et c'est en cela que je voudrais nous inviter à faire preuve d'ingéniosité et de perspicacité tant dans l'approche du phénomène des entraves à la libre circulation des personnes et des biens que dans la formulation de propositions alternatives.

En choisissant de nous investir sur un chantier largement ouvert et mille fois exploré par d'autres intervenants, nous sommes du coup

tenus par le devoir de l'innovation en termes de plus-value à apporter à l'état des lieux du débat et du traitement de la question de la fluidification du commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest. En clair, je nous engage à aller le plus loin possible dans notre offre de solutions pertinentes et adaptées. La diversité d'acteurs associés à cette réflexion devrait nous y aider, pour peu que chacun, en ce qui le concerne, prenne ici le pari de contribuer, aussi modestement soit-il, au progrès de l'intégration qui passe forcément par la résorption des tracasseries administratives et autres abus d'une part et la promotion des bonnes pratiques d'intégration d'autre part.

Seulement, en posant en ces termes l'enjeu du présent atelier, loin de nous la tentation de jeter la pierre à l'un ou l'autre des acteurs ; loin de nous la tentation de dresser tel acteur contre tel autre... Cet atelier ne tirera son mérite que de sa capacité à établir un dialogue de vérité entre les acteurs complémentaires d'une même cause : celle de l'intégration ! Aussi, serions-nous davantage comblés si, au terme de ces deux jours de débats francs et sereins, nous parvenions à mieux situer les responsabilités et à crever l'abcès des entraves à la libre circulation des personnes et des biens dans une perspective de changement de comportement.

Pour ce faire, il est important que nous ayons tous présents à l'esprit l'objectif majeur assigné à cet atelier : celui de **renforcer le niveau d'information des différents groupes d'acteurs impliqués dans le commerce intra-régional sur la législation et des mesures communautaires visant la fluidification des échanges intra-régionaux et de faciliter l'adoption d'une stratégie commune pour assurer leur application effective.**

Plus spécifiquement, il s'agit:

- d'informer les acteurs sur la législation et la réglementation existantes sur la libre circulation des personnes, des biens et services ;
- de permettre aux représentants des différents groupes d'organisations professionnelles sur chaque corridor (producteurs, transporteurs, commerçants, douane, police, gendarmerie, transitaires...) d'échanger sur les entraves vécues au quotidien par les différents acteurs ;
- et de formuler à l'intention des Etats, de la CEDEAO, de l'UEMOA et de tous les autres acteurs, des propositions visant l'application effective des mesures et textes communautaires, leur amélioration en faveur de la fluidification du commerce régional.

Monsieur le Gouverneur

Honorables invités

Chers participants,

Vous en conviendrez certainement ; l'avènement d'un marché communautaire régional ouest-africain véritable au service de l'intégration économique requiert, au-delà des engagements politiques, la mobilisation des différents groupes d'acteurs impliqués dans le commerce intra-régional (producteurs, distributeurs de produits agricoles et agroalimentaires, administration douanière, police, gendarmerie, société civile, parlementaires...). C'est donc rappeler le

rôle déterminant des acteurs que nous sommes dans l'atteinte de ce processus.

Autant dire que cette rencontre nous offre une réelle opportunité d'instaurer un débat multiacteurs autour des initiatives à développer et des politiques appropriées à définir en vue d'une levée des entraves à la libre circulation des personnes et des biens dans la sous-région ouest-africaine.

Je reste convaincu que les conclusions attendues des travaux aideront la sous-région à disposer de proposition d'actions dont la mise en œuvre permettra de booster les échanges intra communautaires.

Monsieur le Ministre,

Chers invités,

Chers participantes et participants,

Je ne saurai terminer mon intervention sans exprimer nos sincères remerciements à tous les partenaires et amis du ROPPA qui nous ont fait l'honneur et le plaisir de contribuer sous diverses formes à l'organisation et à la tenue de cette rencontre. Nos remerciements vont particulièrement à la CEDEAO, pour son appui technique et financier sans lequel cette rencontre n'aurait pas été possible.

Par ma voix, le ROPPA remercie le Gouvernement du Niger quant à l'appui institutionnel et politique dont bénéficie la présente initiative mais aussi pour son engagement et sa contribution remarquables aux efforts d'intégration de la sous-région.

Nous vous remercions très sincèrement Monsieur le Gouverneur et vous prions d'être notre porte-parole auprès de vos collègues et de la

hiérarchie politique afin que, solidairement et dans un proche délai, nous parvenions à consolider les fondations d'un marché communautaire ouest-africain intégré et harmonisé et compétitif.

Je vous remercie !